

Ville de Bagnols-sur-Cèze  
Département du Gard - Arrondissement de Nîmes

**Délibération n° 2020-07-022-a  
du Conseil municipal  
Séance du 3 juillet 2020**

\*\*\*\*\*

**Date d'envoi des convocations  
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 29 juin 2020  
Nombre de Conseillers municipaux : 33  
Nombre de Conseillers municipaux présents : 31  
Nombre de Conseillers municipaux absents  
ayant donné procuration : 2  
Nombre de Conseillers municipaux absents : 0**

\*\*\*\*\*

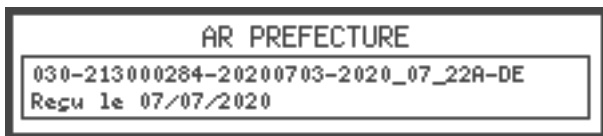
L'an deux mille vingt, le 3 juillet à 18 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle multiculturelle, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

**Conseillers municipaux présents** : Jean-Yves **CHAPELET**, Michèle **FOND-THURIAL**, Maxime **COUSTON**, Christine **MUCCIO**, Michel **CEGIELSKI**, Jennifer **OBID**, Jean Christian **REY**, Monique **GRAZIANO-BAYLE**, Christian **BAUME**, Justine **ROUQUAIROL**, Philippe **BERTHOMIEU**, Sandrine **ANGLEZAN**, Anthony **CELLIER**, Laurence **SALINAS-MARTINEZ**, Christian **SUAU**, Carine **BOISSEL**, Raymond **MASSE**, Caroline **LABOUEIBE**, Mourad **ABADLI**, Sylvain **HILLE**, Fatiha **EL KHOTRI**, Ali **OUATIZERGA**, Catherine **HERBET**, Michel **SELLENS**, Corine **MARTIN**, Alain **POMMIER**, Pascale **BORDES**, Olivier **WIRY**, Jean-Louis **MORELLI**, Thierry **VINCENT**, Audrey **BLANCHER**

**Conseillers municipaux absents ayant donné procuration** : Nicole **SAGE** procuration à Michèle **FOND-THURIAL**, Agnès **RAYNAUD** procuration à Corine **MARTIN**

**Conseillers municipaux absents : 0**

**Secrétaire de séance** : Justine **ROUQUAIROL**



**Objet : Délégation du Conseil municipal au Maire**

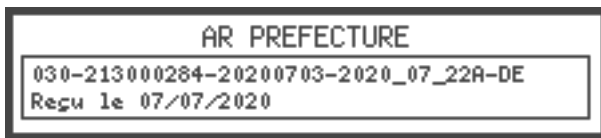
Vu les articles L. 2122-21 et L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant qu'il y a intérêt, en vue de faciliter la bonne marche de l'administration communale, à donner à Monsieur le Maire les délégations prévues au Code général des collectivités territoriales, et en son absence à un adjoint dans l'ordre des nominations,

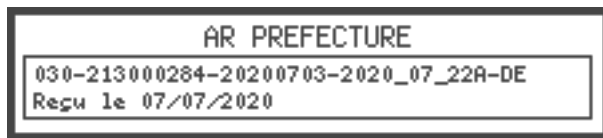
**Le Conseil municipal décide à l'unanimité** (8 abstentions : Corine MARTIN, Alain POMMIER, Pascale BORDES, Olivier WIRY, Agnès RAYNAUD procuration à Corine MARTIN, Jean-Louis MORELLI, Thierry VINCENT, Audrey BLANCHER) :

- de donner délégation générale au Maire, pour la durée de son mandat, afin de prendre les décisions pour :

1. arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
2. fixer, dans la limite maximale de 1.500 euros, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;
3. procéder, dans la limite des sommes votées au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus au budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change ainsi que prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a) de l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du c) de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
4. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
5. décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
6. passer les contrats d'assurance et accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
7. de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
8. prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
9. accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
10. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4.600 euros ;
11. fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
12. fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes ;
13. décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
14. fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;



- 15.** exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, et déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article et L. 213-3 de ce même code, à chaque fois que l'intérêt de la commune sera évident et justifié ;
- 16.** intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans tous les contentieux où elle sera concernée, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1.000 € ;
- 17.** régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 15.000 euros ;
- 18.** donner, en application de l'article L. 324-1 du Code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- 19.** signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux,
- 20.** réaliser les lignes de trésorerie dans la limite de 1.500.000 euros ;
- 21.** exercer au nom de la commune le droit de préemption défini par l'article L 213-1 du Code de l'urbanisme, à chaque fois que l'intérêt de la commune sera évident et justifié,
- 21.** exercer ou déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du Code de l'urbanisme, au nom de la commune, dans la limite de l'évaluation du bien par les services de l'État, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code
- 22.** exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L 240-1 à L 240-3 du Code de l'urbanisme, dans la limite de l'évaluation du bien par les services de l'État;
- 23.** prendre les décisions mentionnées aux articles L 523-4 et L 523-5 du Code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;
- 24.** autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- 25.** exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du Code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;
- 26.** demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions, pour les projets adoptés dans le cadre du budget ou dans le Plan Pluriannuel d'Investissement,;
- 27.** procéder, pour tous les projets prévus au budget, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- 28.** exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1974 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;
- 29.** ouvrir et organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du Code de l'environnement ;



- en cas d'empêchement du maire, les décisions prises en application de cette délibération pourront l'être par un adjoint, dans l'ordre des nominations.

Fait et délibéré à Bagnols-sur-Cèze, le 3 juillet 2020

Acte rendu exécutoire  
Après dépôt électronique en Préfecture  
Le 7 juillet 2020  
et publié le 7 juillet 2020

Le Maire  
Jean-Yves CHAPELET